



Déclaration préalable FSU 88 - 24 novembre 2025

Conseil départemental
de l'Éducation Nationale des Vosges



Monsieur le Préfet,
Monsieur le DASEN,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Depuis le passage en force de la réforme des retraites en 2023, la défiance envers les institutions n'a cessé de croître. Cette crise démocratique s'enracine dans le mépris répété des mobilisations sociales et se traduit aujourd'hui par une fracture du pacte républicain : citoyen·nes comme enseignant·es constatent que leur parole n'est plus prise en compte.

Nous ne sommes pas dupes : l'instabilité politique ne cache pas la poursuite d'arbitrages budgétaires qui sacrifient les services publics sur l'autel de l'austérité. Une bascule symbolique a été atteinte cette année : le budget des Armées dépasse désormais celui de l'Éducation nationale. Triste avenir que l'on prépare...

La rentrée scolaire, comme les précédentes, s'est tenue dans un contexte politique instable. La politique de ce gouvernement est d'une brutalité sans précédent à l'égard des plus démuni·es, des retraité·es, des malades, des agent·es de la Fonction publique. Les ministres de l'Éducation nationale se succèdent, chacun imposant « sa » réforme sans jamais en évaluer les résultats. La mise en place des groupes de niveaux, rebaptisés « groupes de besoins » sous la ministre Belloubet, en est une illustration : selon une enquête du SNES-FSU, seuls 19 % des collèges – moins d'un sur cinq – les ont instaurés tels que voulu par le ministère initialement. L'inspection générale de l'Éducation nationale elle-même les a critiqués en juin dernier, et le ministre actuel reconnaît un bilan mitigé. Il faut en finir avec le « choc des savoirs » et avec ces politiques qui visent davantage à séduire un électoralat conservateur voire réactionnaire qu'à organiser l'émancipation de la jeunesse par l'école publique.

Dans la même logique, l'annonce de Mme Borne sur l'interdiction des portables dans les collèges illustre une politique improvisée : aucune enveloppe budgétaire n'est prévue, et l'on demande aux établissements de financer la mesure sur leurs propres moyens. Énième effet d'annonce qui se moque des disparités et inégalités sur le terrain...

Au plan national, de nombreuses suppressions de postes d'enseignant·es sont programmées. Sous couvert de baisse démographique, on ferme des classes, on supprime des postes, on asphyxie les établissements. Notre école publique est à bout de souffle, et les inégalités explosent. Cette situation politique instable et les élections qui se profilent ne doivent pas servir d'artifices pour repousser l'annonce des fermetures de postes. Il faut au contraire créer des postes et relancer l'attractivité des métiers de l'Éducation Nationale.

Pour conclure, la convention citoyenne sur les temps de l'enfant a rendu son rapport ce dimanche 23 novembre, mais la question posée par le ministre limitait la réflexion à l'organisation des rythmes scolaires. Or, aucune configuration des temps ne garantit à elle seule une école plus égalitaire. Réorganiser les rythmes, comme en 2013, n'a jamais convaincu. Et dans le contexte actuel de baisses budgétaires, une nouvelle réforme ne ferait qu'aggraver les conditions de travail des personnels et d'apprentissage des élèves. Ajoutons que l'on aurait pu attendre que les personnels de l'Éducation Nationale soient intégrés à la réflexion...

Pour la FSU, il faut en cesser avec ces contre-feux médiatiques, qui peuvent néanmoins recouvrir de réelles questions. L'urgence est ailleurs : il est plus que temps d'investir massivement dans l'éducation. La baisse démographique doit être une opportunité pour réduire les effectifs par classe, renforcer l'encadrement et construire enfin une école véritablement égalitaire.

L'École publique mérite mieux que l'indifférence. Nos élèves méritent mieux que le renoncement. La FSU souhaite que le CDEN soit à la hauteur de l'enjeu qu'il est censé traiter : l'avenir éducatif de tous les enfants de ce département.

Merci pour votre attention.